

**En hausse**  
**Le carburant**

La consommation en France a été en forte hausse, de 6,8% en novembre. Mais sur onze mois, les livraisons demeurent en recul de 0,1% par rapport à 2008 et de 3,3% par rapport à 2007.

**En baisse**  
**La pharmacie**

Les effectifs des laboratoires français ont baissé, pour la première fois de leur histoire de 0,24%, en 2008. « Les années 2009 et 2010 ne s'annoncent guère meilleures », indique le patronat du secteur.

**4** millions. C'est le nombre de voitures, qui circulent à Pékin. Le chiffre a été atteint pour la première fois, dimanche 13 décembre, selon la municipalité, qui compte 6 millions d'habitants. Actuellement, le nombre de voitures vendues chaque jour s'élève à 2 000 unités.

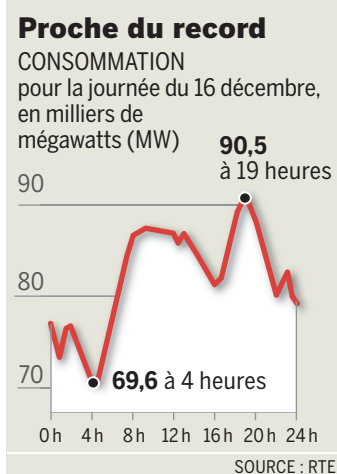
# Avec le froid, le réseau électrique frôle la rupture

Le modèle français du tout-nucléaire est mal adapté aux pointes de consommation de la période hivernale

La « France électrique », si fière de son parc de 58 réacteurs nucléaires exploités par EDF, s'est réveillée de ses certitudes avec la vague de froid : elle n'est plus à l'abri de coupures de courant. Le pays devrait frôler, jeudi 17 décembre à 19 heures, le record historique de consommation atteint le 7 janvier 2009 (92 400 mégawatts, MW), a indiqué Réseau de transport d'électricité (RTE).

Gestionnaire des 100 000 kilomètres de lignes à haute tension, la filiale d'EDF chargée de l'équilibre entre l'offre et la demande pour éviter les délestages, voire un « black-out », juge que « la situation est tendue ». Surtout en Bretagne et en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les températures sont inférieures de 6°C à 8°C aux normales saisonnières, indique Météo France. Or en cette période de l'année, prévient RTE, « une baisse de 1°C entraîne une augmentation de la consommation d'électricité d'environ 2100 MW, soit l'équivalent de deux fois la consommation de Marseille ». RTE n'exclut pas qu'un refroidissement sévère en fin de



semaine soumette le système de production et de transport d'électricité à des tensions plus fortes.

EDF a dû importer d'Allemagne 4 400 MW lundi soir (la puissance de quatre réacteurs nucléaires), puis 5 100 MW mardi pour passer la pointe de 19 heures, quand les usages domestiques (chauffage, appareils électroménagers, télévisions...) font bondir la consommation. Or le réseau français ne peut

pas supporter plus de 9 000 MW d'importations, et à condition que les entrées soient réparties entre l'Allemagne, la Belgique et l'Italie. Si la France reste exportatrice d'électricité, elle est depuis quelques années déficitaire vis-à-vis de l'Allemagne. En octobre, elle a plus importé d'électricité qu'elle n'en a exporté, une première depuis l'hiver 1982-1983, quand le parc nucléaire était en construction.

Le PDG d'EDF, Henri Proglio, le patron de RTE, Dominique Maillard, et le président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), Philippe de Ladoucette, devaient s'expliquer sur « l'approvisionnement de la France en électricité cet hiver », mercredi, devant les députés et les sénateurs de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. RTE avait prévu fin octobre d'un fort risque de coupures « en cas de froid intense et durable ».

Les pics de demande s'expliquent, notamment, par le développement du chauffage électrique : 7 millions de foyers français en sont équipés, soit la moitié du parc

installé en Europe. Le problème est structurel. La France a un modèle unique au monde, fondé sur le « tout nucléaire » (85% de la production), mal adapté aux périodes de pointe. En dépit d'une relance des investissements depuis 2005, EDF manque de centrales utilisables en quelques minutes (cycles combinés à gaz...).

## EDF a dû importer d'Allemagne 5 100 MW mardi soir

Ce retard s'est conjugué à des grèves dans le nucléaire, à des incidents et à un calendrier de maintenance inapproprié.

Le parc nucléaire lui-même connaît des ratés, un point que M. Proglio a souligné avant même sa nomination à la tête d'EDF, fin novembre. Une dizaine de réacteurs sont encore à l'arrêt. En 2009, la durée de fonctionnement des centrales (taux de disponibilité) est tombée à 78% en 2009, loin derrière les entreprises les plus performantes. Une situation jugée « anor-

male » par le premier ministre, François Fillon. « C'est le résultat d'un manque de prévention dans la maintenance, qui entraîne des arrêts inopinés, mais aussi d'une pression sociale et syndicale qui ne va pas dans le sens de la productivité », analyse le responsable d'une société prestataire d'EDF. Le patron d'un grand groupe européen de l'énergie juge que « la baisse de régime des centrales est le problème industriel majeur d'EDF dans l'immediat ».

Puissante chez EDF, la CGT n'est « pas étonnée ». Elle juge que des investissements à l'étranger ont été faits au détriment de l'entretien du parc français. « Dans la production nucléaire comme dans les autres secteurs, la dégradation est palpable, assure Sud Energie : comment garantir une sécurité maximale en situation de sous-effectif, d'éclatement des équipes, de course aux gains de productivité, de dégradation des relations avec la direction ? »

Confortés dans leurs thèses, les antinucléaires exigent l'arrêt des chantiers français et finlandais de

l'EPR, le réacteur de troisième génération. « C'est la faillite de l'option « centrales nucléaires + chauffages électriques » censée assurer notre indépendance énergétique », dénonce le réseau Sortir du nucléaire. « Aucune politique d'économies d'énergie n'a jamais été lancée en raison du coût du nucléaire », accuse Greenpeace.

D'autres concluent à l'urgence d'investir dans les nouvelles technologies. « Les électriciens doivent agir sur la maîtrise de la consommation en utilisant compteurs et réseaux intelligents, indique Colette Lewiner, du consultant Capgemini. L'installation de ces compteurs dans le tertiaire et chez les particuliers permettra de mieux gérer les pics de demande, d'améliorer le pilotage du réseau et de créer de nouvelles relations avec le client. » EDF ou GDF Suez doivent aussi, selon elle, déployer des smart grids (réseaux intelligents) permettant à la distribution de gérer les productions centralisées (nucléaire...) et décentralisées ou intermittentes (éolien...). ■

Jean-Michel Bezat

## 19 heures : convecteurs et télévisions s'allument, les « dispatcheurs » de l'électricité veillent

### Reportage

Personne ne le soupçonne, mais en ces jours de grand froid, ce sont un peu eux qui gèrent l'hiver. Du moins, l'hiver électrique. Dans le jargon de la profession, on les appelle les « dispatcheurs ». Leur métier est comme celui des aiguilleurs du ciel, sauf qu'à la place des avions, ils orientent des milliers de mégawatts (MW). Leurs pistes d'atterrissage, c'est tout un maillage de disjoncteurs et de lignes haute tension. Leur obsession, comme le résume l'un d'entre eux : « Faire que, quand les gens arrivent chez eux sur le bouton, ça marche... »

Or en ce mardi 15 décembre, des « boutons » allumés, justement, il y en a plein. Ceux des sapins de Noël, et surtout ceux des radiateurs. Et pour les dispatcheurs du centre qui supervise la consommation de l'Île-de-France et de la Normandie, l'un des sept pôles nationaux de coordination du Réseau de transport d'électricité (RTE), l'heure du « pic » approche. Chaque jour, c'est au moment des retours à la maison,

de l'allumage des convecteurs et de la télévision : 19 heures.

La difficulté, en cette mi-décembre glaciale, pour l'équipe de cinq personnes qui se relaie jour et nuit, 365 jours par an, c'est l'extrême sollicitation du réseau et le risque de « black-out ». Chaque année, tous les dispatcheurs – ils sont 200 en France – sont soumis à des situations d'urgence en simulateur. Mais ces derniers jours, avec des températures de 5 degrés Celsius en dessous des normales saisonnières, la plus grande vigilance est de mise.

### Pas de panique

Chaque hiver, les dispatcheurs y sont rodés, la consommation d'électricité double par rapport à l'été : dans la région Paris-Normandie, elle passe de 10 000 MW à environ 20 000. Mais chaque degré perdu aujourd'hui correspond à une augmentation moyenne de 500 MW. Or le réseau risque de saturer au-delà de 23 000 MW. Le 6 janvier 2009, on n'était pas passé loin. Le record historique avait été atteint : 22 563 MW...

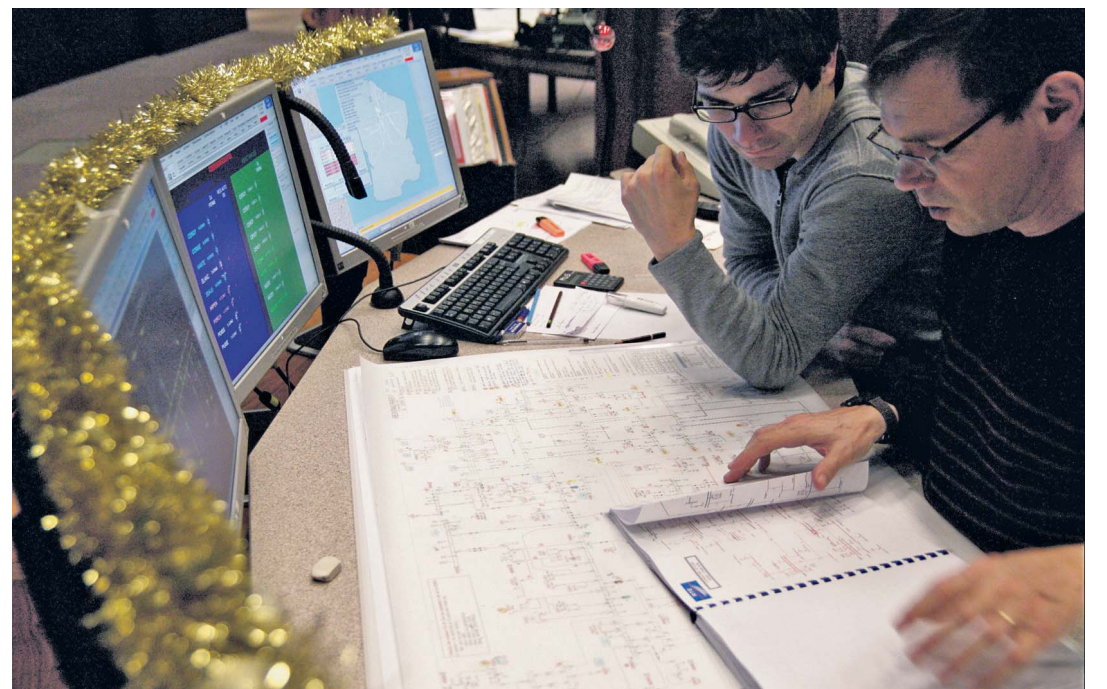
Pas de panique pour autant,

dans la grande salle de contrôle des aiguilleurs de l'électricité, ce mardi 15 décembre au soir. Chacun est à son poste, dans ce quartier général retranché derrière plusieurs sas de sécurité dans un bâtiment sans âme de Montigny-le-Bretonneux (Yvelines), aussi discret que la mission est stratégique.

Seules résonnent les alarmes auxquelles chacun semble s'être habitué. Des bruits cocasses de « coin-coin », signes que, pour l'heure, les aléas sont minimes. Si les choses venaient à s'aggraver, ça serait un signal de « cavalerie »...

La pièce a des allures de salle de marchés. « Comme l'électricité ne se stocke pas, tout doit être géré en temps réel », explique Xavier Mancel, le chef des dispatcheurs. Elle arrive de partout : des centrales nucléaires de Flamanville (Manche), Penly (Seine-Maritime), des incinérateurs, des centrales au charbon, au fioul et des champs d'éoliennes. Une partie des flux vient aussi directement de l'étranger : Allemagne, Belgique...

Assis derrière leurs bureaux, deux téléphones à portée de



Salle de régulation des réseaux électriques des régions Normandie-Paris, dans les locaux de RTE (filiale d'EDF) à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines). ANTONIN LAINÉ/FEDEPHOTO/POUR « LE MONDE »

main, les ingénieurs font face à un immense « mur d'images » avec les lignes lumineuses qui schématisent l'ensemble du réseau et sa saturation. Leurs yeux sont rivés sur leurs quatre ordinateurs, dont deux qui permettent d'intervenir directement à distance. « Notre cœur de métier c'est d'anticiper, à défaut du pire,

au moins le possible », reprend M. Mancel.

La météo est leur principale alliée dans cette anticipation. La moindre nébulosité et la consommation s'envole, faute de luminosité. En plus de Météo France, RTE a donc sa propre équipe de prévisionnistes. Ils sont chargés d'anticiper, plusieurs années à l'avance et

jusqu'à J-1, tous les aléas : vent, durée de froid. « Dès la fin de cet hiver, on prévoira déjà le prochain », assure M. Mancel.

Ce 15 décembre, les prévisions étaient bonnes. Au « pic » de 19 heures, le compteur en lettres lumineuses a affiché le score du soir : 20 966 MW. ■

Elise Vincent

## La direction de la RATP adopte une position dure face aux syndicats de la ligne A du RER

Après sept jours de grève, les négociations sur l'attribution aux agents de conduite d'une prime pour pénibilité sont dans l'impasse

Le mouvement de grève mené par les conducteurs de la ligne A du RER, qui a débuté le 10 décembre, est dans l'impasse. Alors qu'elle affichait depuis plusieurs années un nombre d'arrêts de travail moins important que chez les autres professionnels du transport de voyageurs, la RATP est aujourd'hui confrontée à une mobilisation d'une rare intensité. D'après Eric Nabet, de la CGT, « il faut remonter longtemps en arrière » pour trouver la trace d'un « conflit local » aussi dur.

A l'issue d'une nouvelle rencontre avec les syndicats qui s'est achevée dans la nuit du mardi 15 au mercredi 16 décembre, la direction a indiqué « enrichi » ses propositions : mise en place de nouveaux

tableaux de service pour assurer la régularité du trafic et création d'une « prime variable en fonction des objectifs de régularité » dans le cadre du contrat qui lie la RATP au STIF, l'autorité organisatrice des transports publics en Île-de-France. Cette prime pourrait atteindre 80 euros par mois en moyenne, ce qui « n'est pas de nature à satisfaire les attentes des agents de conduite », commente M. Nabet.

Mais la direction n'entend pas aller au-delà : « C'est la dernière proposition que nous mettons sur la table », déclare Paul Peny, directeur général adjoint chargé de l'innovation sociale. Elle est compréhensible, cohérente et de nature à sortir du conflit. Nous ne sommes pas à des années-lumière avec les syndi-

cats. » La RATP s'est également dite prête à ouvrir des négociations, dès janvier 2010, sur les grilles salariales, les carrières et les parcours des conducteurs, avec notamment « la garantie de la transformation d'une prime en droits de retraite supplémentaires ».

### Perturbations amoindries

Mercredi matin, aucune rencontre entre la direction et les représentants du personnel n'était programmée. « La balle est dans le camp des organisations syndicales », considère M. Peny. Les agents de conduite devaient se prononcer, en milieu de matinée, sur la suite du mouvement. « Il n'y a pas de doute sur l'orientation de leur vote », affirme Frédéric Sarrasat, secrétaire gé-

ral de l'UNSA Transports-RATP. Autrement dit, la grève devrait continuer.

Le maintien du service aux heures de pointe a pour conséquence de « faire durer le conflit plus longtemps », constate M. Sarrasat. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 21 août 2007, la RATP est tenue, comme les autres entreprises transportant des voyageurs par voie terrestre, d'élaborer un « plan de transport » qui garantisse des dessertes en cas de grève.

Jusqu'à présent, elle est parvenue à faire circuler des trains sur la ligne A en mobilisant des cadres et des agents de maîtrise formés à la conduite. Il ne s'agit pas, à proprement parler, du service minimum prévu par la loi, d'après Gilles Car-

rez, député (UMP) du Val-de-Marne et administrateur de la RATP. Mais les perturbations sont néanmoins légèrement amoindries, ce qui atténue la pression mise sur la direction par les agents de conduite.

Pour un salarié non gréviste, l'enlèvement du conflit peut aussi s'expliquer par la fermeté de Pierre Mongin, le patron de la RATP. « On a un président qui tient tête », dit-il. Entendu, mardi, par la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Mongin a déclaré que « l'entreprise ne peut pas, malgré ses résultats économiques qui ne sont pas mauvais, se permettre un dérapage général de ses salaires ».

Une posture approuvée par le secrétaire d'Etat aux transports, Dominique Bussereau, qui a même

diffusé un communiqué, mardi, pour apporter son « soutien » à la direction, alors que des arrêts de travail sont prévus, jeudi, dans le métro, en solidarité avec un salarié licencié.

Enfin, certains syndicats ont joué la carte de la radicalisation et fait monter les enchères dans un but « purement électoraliste », confie un syndicaliste. Ils espèrent ainsi obtenir le suffrage de salariés lors des élections professionnelles de 2010, qui seront décisives puisque seules les organisations ayant obtenu au moins 10% des voix seront considérées comme représentatives – donc invitées à la table des négociations. ■

Bertrand Bissuel et François Bostnavaron